



L'OPPOSITION ENTRE LA RUSSIE ET L'UNION EUROPÉENNE, UN FACTEUR DE RAPPROCHEMENT ENTRE LA RUSSIE ET LA CHINE ?

La guerre en Ukraine a polarisé l'opposition entre la Russie et l'Union européenne sur un terrain frontalier. Mais il faut prendre garde que cette opposition ne constitue pas un facteur de rapprochement entre la Russie et la Chine, celle-ci étant également considérée par l'Europe comme une « menace systémique ». Le voyage en Chine entrepris par le président du Conseil européen, Charles Michel, le 1^{er} décembre, après celui du chancelier Olaf Scholz, poursuit cet objectif.

Certes, la Chine profite des exportations russes mais il s'agit d'obtenir qu'elle ne favorise pas le contournement des sanctions occidentales ni ne fournisse davantage de matériel à la Russie. Peut-être même pourrait-on espérer exploiter l'influence exercée par la Chine sur la Russie, en jetant un regard prospectif sur l'après-guerre et sur la possibilité d'un rapprochement pour façonner le monde de demain, notamment pour ce qui concerne le changement climatique, la restructuration de la dette des pays pauvres ou la sécurité énergétique et alimentaire.

Mais un tel objectif est-il raisonnablement envisageable ? L'interlocuteur chinois est-il rationnel ? La gestion de la crise du Covid et le maintien de la stratégie zéro Covid qui, maintenant le virus à la porte de la Chine, en prolonge indéfiniment la menace, permet d'en douter. Le dirigeant chinois Xi Jinping souhaite-t-il le maintien de l'ordre international fondé sur des règles sur lequel la Chine a prospéré ? Ou veut-il au contraire remettre en question cet ordre construit après la guerre par les Occidentaux ? Le traité d'amitié signé entre Poutine et Xi quelques jours seulement avant l'invasion russe de l'Ukraine semble aller dans ce sens.

Cela est d'autant plus vraisemblable que la situation intérieure DE la Chine devrait conduire son dirigeant, comme tous les dictateurs, à utiliser le conflit comme élément de rassemblement en jouant sur la fibre nationale. La vague de désobéissance civile, sans précédent dans la Chine actuelle, qui s'est manifestée à propos de la gestion du Covid semble montrer que la grand-messe du XX^{ème} congrès du parti communiste chinois qui a adoubé Xi Jinping comme le plus grand dirigeant depuis Mao ne soit en réalité qu'un spectacle à gros budget destiné à masquer une apparence beaucoup moins glorieuse pour le dirigeant chinois.



David Capitant

VIE DE L'ASSOCIATION

PETIT DÉJEUNER DÉBAT, de 9h30 à 11h00, au siège d'ARRI

Jedi 1^{er} décembre, avec le général Jacques Favon-Lévêque, membre du bureau d'EuroDéfense-France et administrateur d'ARRI.

Thème : Réviser les traités européens : pourquoi ? Quand ? Comment ?

Jedi 8 décembre, avec François Treillhou, ancien cadre supérieur d'EDF, membre d'ARRI et de l'Observatoire des médias étrangers.

Thème : L'Amérique latine, un continent qui émerge lentement.

CONFÉRENCE HYBRIDE, de 18h00 à 19h30, au siège d'ARRI ou ZOOM

Mardi 6 décembre, avec Alain Le Roy, ambassadeur de France, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix.

Thème : L'ONU et le multilatéralisme dans un contexte de guerre en Ukraine.

RENCONTRE CONVIVIALE, de 17h30 à 20h00, au siège d'ARRI

Mardi 20 décembre : nous serions heureux de vous retrouver avant que ne commencent les vacances de Noël... Venez nombreux !

EN PARTENARIAT AVEC LA MAISON HEINRICH HEINE

Mardi 13 décembre : de 19h30 à 21h00, avec Veronika Grimm, professeure d'économie à l'université de Nuremberg-Erlangen ; Philippe Martin, président délégué du Conseil d'analyse économique (CAE) ; Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques. David Capitant en sera le modérateur.

Table ronde hybride : en présentiel à la Maison Heinrich Heine, 27 C boulevard Jourdan, Paris 14^{ème} ou via Zoom.

Thème : L'inflation en Europe, quels scénarios d'avenir, quels remèdes ?

MOUVEMENT EUROPÉEN-FRANCE (ME-F)

Samedi 10 décembre : de 13h30 à 16h30, le ME-F tiendra son assemblée électorale au cours de laquelle ses membres éliront le nouveau ou la nouvelle présidente. Trois personnes se sont portées candidates : Sandrine Gaudin, Hervé Moritz et Olivier Mousson.

**VACANCES DE NOËL : LES BUREAUX D'ARRI SERONT FERMÉS
DU JEUDI 22 DÉCEMBRE AU LUNDI 2 JANVIER INCLUS.**

Notre site internet propose un calendrier de nos prochaines activités, des informations sur nos manifestations et des comptes rendus. Par ce biais, vous pouvez aussi vous inscrire aux prochaines conférences en cliquant [ICI](#)

La nouvelle situation géopolitique dans l'Indopacifique

Déjeuner-débat jeudi 17 novembre 2022

François Chinchung Wu, représentant de Taïwan à Paris, nous a présenté l'importance actuelle de la région indopacifique et, bien sûr de la place que Taïwan y tient, dans un français remarquable acquis par des études en France.

Pour François Chihchung Wu, Taïwan est au milieu de la tectonique des plaques et peut-être « l'endroit le plus dangereux de la planète » comme le titrait *The Economist* en 2021, bien que pour l'Union européenne, le pays le plus dangereux est l'Ukraine aujourd'hui menacée par une puissance nucléaire... Le ton est donné par cet homme passionné et passionnant qui a un rôle d'ambassadeur en France sans avoir le droit d'en porter le titre puisque Taïwan n'est pas UN PAYS reconnu par la Chine.



Le parti démocratique progressiste (PDP), considère Taïwan comme une nation souveraine *de facto* puisqu'elle s'appuie sur des députés élus par la population (45 % de femmes députées), une élection présidentielle au suffrage universel direct, une diplomatie (115 bureaux de représentation dans le monde), une armée, une administration efficace, une puissante recherche scientifique, la liberté de la presse. L'opposition est dominée par le parti du Kuomintang (KMT) plus favorable à un rapprochement avec la Chine.

Depuis l'arrivée au pouvoir en 2016 de la présidente Tsai Ing-wen (PDP), Pékin a coupé les communications officielles avec l'île, intensifié ses exercices militaires, durci la pression économique. Les tensions ont atteint leur niveau le plus élevé en août 2022, après la visite de Nancy Pelosi, figure démocrate américaine. Le président chinois considère l'île comme une province à récupérer par tous les moyens.

Sur le plan sanitaire, Taïwan a démocratiquement bien géré le virus du covid ; il n'y a pas eu de confinement pendant deux ans et demi : 8 des 23 millions de Taïwanais ont été atteints et seulement 13 000 décès ont été enregistrés. En décembre 2019, Taïwan avait alerté l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont elle n'est pas membre, sur la situation à Wuhan mais celle-ci a déclaré le 13 janvier 2020 : « rien à craindre ».

Bref rappel de l'histoire complexe liant le continent à cette île où les identités se croisent. D'abord, l'imprégnation chinoise, au détriment des populations autochtones austronésiennes, depuis le XVII^{ème} siècle, puis la forte influence japonaise née de la colonisation nipponne entre 1895 et 1945, et enfin les aspirations sécessionnistes quand Taïwan se mua en terre refuge des nationalistes menés par Tchang Kaï-Chek alors que la Chine communiste de Mao s'imposait en 1949 sur le continent. Il est à noter que la Présidente élue en 2016 a présenté des excuses officielles pour les souffrances subies par les populations autochtones. Sont aussi arrivés sur l'île des Européens : Portugais, Hollandais (1624), Espagnols, Français (la guerre franco-chinoise se déplace sur Taïwan en 1884 avec l'amiral Amédée Courbet : les pertes françaises sont d'un millier d'hommes et il reste un cimetière français à Keelung).

Aujourd'hui, la population de l'île est évaluée à 23 186 278 habitants dont 2 % d'autochtones, 82 % de Taïwanais de souche (Chinois Han présents avant 1945), 13 % de Chinois continentaux arrivés entre 1945 et 1955, 3 % de ressortissants étrangers. Avec un PIB de 800 milliards de dollars, équivalent à celui de la Turquie ou de l'Australie, Taïwan est la 20^{ème} puissance économique mondiale.

Les semi-conducteurs sont indispensables à de nombreux secteurs de l'économie connectée : voitures électriques, téléphones, GPS, frigos, missiles... Alors que les Pays-Bas fabriquent les machines pour produire les puces, celles-ci bénéficient du savoir-faire des ingénieurs taïwanais, et donc Taïwan pèse pour 63 % du secteur mondial des semi-conducteurs ! Mais comme tout le monde a peur des réactions de la Chine, le sujet est devenu tabou : « on veut vos puces, mais on ne peut pas vous parler ! ». En fait, l'industrie des semi-conducteurs représente à la fois un garde-fou et un élément de convoitise pour Pékin.

L'Indopacifique vue par François Chihchung Wu

L'Indopacifique, appelé auparavant Asie-Pacifique, est composée de nombreux et puissants pays : États-Unis, Chine, Japon, Inde, Corée du sud, Australie, l'Association des nations d'Asie du Sud Est (ASEAN), et n'oublions pas la France présente avec ses deux millions d'habitants et ses 8 000 militaires. Cet ensemble représente plus de 50 % du PIB mondial.



La militarisation par la Chine de la zone de la « Grande Chine », la mer du sud de Chine, provoque beaucoup d'inquiétudes notamment chez les Japonais qui se disent aujourd'hui concernés.

Taïwan est la 25^{ème} puissance militaire avec des *Mirage*, 500 avions de chasse (la France en compte 200), plusieurs centaines de chars, des missiles et des sous-marins ... Mais Taïwan dépend de l'alliance non officielle avec les États-Unis et le Japon. Le président Joe Biden a dit quatre fois qu'il défendrait Taïwan (la Maison Blanche a démenti) mais il ne lui a pas donné de chèque en blanc.

Une majorité de Taïwanais voudrait garder le *statut quo* car elle est attachée à la démocratie. La Chine veut faire croire que cet État n'existe pas, et le président chinois, très ambitieux, veut agrandir son territoire par la réunification qui, pour lui, est une affaire intérieure de la Chine.

Si la Chine veut prendre le contrôle de Taïwan, la situation sera au centre de l'actualité mondiale. Quelle sera la réaction internationale, c'est-à-dire celle du monde occidental ? Les membres du Conseil de Sécurité ne sont plus garants de la stabilité. L'agression de l'Ukraine a montré que le monde est à un tournant. À l'automne 2022, les présidents américains et chinois se sont rencontrés et ont joué l'apaisement dans leurs relations mais Taïwan constitue toujours la ligne rouge à ne pas franchir.

Par ailleurs, avec l'essor du business transfrontalier, Taïwan a fortement augmenté sa dépendance au marché chinois...

François Chihchung Wu regrette le déclin des institutions occidentales qui cèdent trop sur leurs principes et leurs valeurs. Il appelle à un réveil au vu des systèmes autoritaires mis en place dans de nombreux pays. Pour Taïwan, la diplomatie ne faisant pas tout, un statut futur reste à imaginer.

Notes de Monique Rousselin et de François Toussaint

L'Inde contre vents et marées

Geneviève Tinturier nous a présenté l'ambassadeur Claude Blanchemaison que nous voyons actuellement quotidiennement sur nos écrans de télévision évoquer la Russie et l'Ukraine. Diplômé de HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'université de Paris en Sciences économiques, Claude Blanchemaison a fait partie de la promotion Rabelais de l'ENA (1973). Son parcours diplomatique est exceptionnel et, parmi les fonctions qu'il a occupées, il a été notamment ambassadeur à Moscou, à Hanoï, à New-Delhi, en Espagne, directeur Asie-Océanie au Quai d'Orsay... En 2021, il a consacré un ouvrage à l'Inde, *L'Inde contre vents et marées*, où il a représenté la France durant quatre ans (1996 à 2000).



L'Inde un sujet difficile...

Pour Claude Blanchemaison, l'Inde est un sujet difficile. Lors de son indépendance, le 15 août 1947, beaucoup pensaient qu'elle resterait un pays sous-développé. Winston Churchill trouvait que l'Inde était trop compliquée pour se développer. Il faut dire qu'il avait de mauvais rapports avec Gandhi. Pour le Quai d'Orsay, l'Inde est un miracle avec ses vingt-deux langues constitutionnelles, sans compter ses multiples dialectes. Il n'y a donc pas d'unité linguistique.

Sur le plan culturel, la religion joue un rôle important : aux 80 % d'hindouistes, se joignent 14 % de musulmans, des jaïns, des sikhs, des chrétiens, etc. En 1947, avec la création du Pakistan, la partition entre Indiens et musulmans a été douloureuse. Aujourd'hui, en rupture avec les termes de la Constitution de 1950, le Premier ministre Narendra Modi veut instaurer l'hindouisme comme religion d'État et en faire ainsi un vecteur de l'identité indienne. Le bouddhisme est à l'origine de l'hindouisme. Notre ministre de la Culture, André Malraux, demandait à Nehru : « *Comment avez-vous fait pour inventer le bouddhisme et vous en être débarrassés ?* ». Bouddha est né au Népal. Un empereur indien, Ashoka, fut bouddhiste. L'élimination du bouddhisme en Inde serait due à une réaction sociologique, le bouddhisme éliminant les castes ce qui n'était pas du goût des castes les plus élevées...

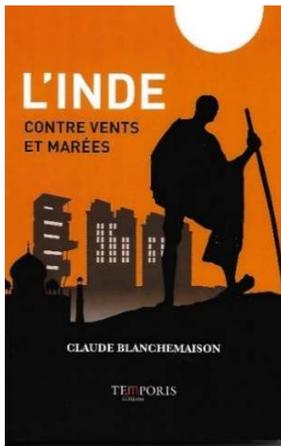
Le Cachemire et le Pakistan

Le Cachemire, en partie pakistanais, a un statut particulier. En 2019, une ordonnance a mis fin au statut d'autonomie de la partie du Cachemire contrôlée par l'Inde depuis 1949. Lors de la partition, il existait environ 500 États princiers dont le Cachemire. Ce dernier était dirigé par un maharadja hindou mais sa population était en majorité musulmane. Ce fut l'origine de la première guerre indo-pakistanaise d'où le partage de l'État du Jammu-Cachemire en deux entités, l'une administrée par le Pakistan et l'autre par l'Inde, séparées par une Ligne de Contrôle (LOC, *Line of Control*). Le Pakistan et l'Inde se sont dotés d'armes nucléaires, l'un sans doute grâce à la Chine et la Corée du Nord, l'autre grâce aux États-Unis. L'Inde n'a pas signé le traité de non-prolifération nucléaire et dispose d'un statut *sui generis*. En 1998, la France a refusé à l'ONU les sanctions contre l'Inde lors de ses essais nucléaires. La France et l'Inde ont signé un partenariat stratégique, y compris pour le renseignement.

Les caractéristiques de l'Inde

L'Union indienne est une fédération d'États qui disposent chacun d'un gouverneur, d'un gouvernement et d'un parlement élu. Certains territoires, tel celui de Pondichéry, sont administrés directement par le gouvernement fédéral. C'est une démocratie parlementaire à l'anglaise, même si elle n'est pas exempte de corruption. La Constitution de 1950 précise les compétences de trois niveaux : les compétences fédérales, régaliennes, les compétences propres aux États et enfin, des compétences mixtes qui imposent un dialogue entre les différents niveaux. Souvent la gestion des problèmes est dévolue aux structures de la base. La démocratie indienne pratique l'alternance : le Parti du Congrès fut au pouvoir durant de longues années, des alliances diverses lui ont succédé et aujourd'hui, le gouvernement est celui du BJP, parti hindouiste intransigeant. La presse française fait état des lois inspirées par Modi et dirigées contre les musulmans.

L'Inde sera bientôt le pays le plus peuplé du monde. Le dernier recensement de sa population s'est déroulé en 2011. Prévu tous les dix ans, il n'a pas eu lieu en 2021 en raison de la Covid-19. Les jeunes de moins de vingt-cinq ans représentent 50 % de la population. En 2050, il est prévu que l'Inde compte 1,6 milliard d'habitants alors que la Chine se sera réduite à 700 millions. Quarante millions d'Indiens sont partis vivre à l'étranger, la majorité résidant aux États-Unis.



L'Inde va devenir la cinquième économie mondiale mais ambitionne d'être la troisième d'ici à 2047, l'année du centenaire de son indépendance. Elle dispose de chefs d'entreprise innovants et de qualité comme les milliardaires Mukesh Ambani, dirigeant un conglomérat de production minière, de pétrochimie et de smartphones, et Gautam Adani, un proche de Modi, à la tête d'un vaste empire s'intéressant aux aéroports, aux énergies renouvelables, aux médias. Par ailleurs, l'Inde est devenue la « *pharmacie du monde* ». Ses laboratoires fabriquent à grande échelle des médicaments génériques et des vaccins. La place des femmes évolue, elles font des études supérieures et occupent des positions importantes notamment dans le domaine de l'économie. Comme vous le savez, la fille d'un milliardaire indien, Akshata Murthy, est l'épouse du nouveau Premier ministre britannique.

Nehru a participé dans les années 50 à la création du mouvement des non-alignés. À l'époque les Occidentaux étaient plus proches du Pakistan, membre de l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) créée alors pour contenir l'expansion du communisme. Le schéma est tout autre aujourd'hui. Le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, a inventé un nouveau concept : « *le multi-alignement* ». L'Inde conclut des accords de coopération stratégique avec tout le monde en cherchant la coopération qui l'intéresse avec chacun de ses partenaires. Mais, l'Inde ne conclura pas d'alliance militaire. La guerre en Ukraine en est un exemple. Un autre exemple le Quad : l'Inde effectue des exercices militaires avec les États-Unis, le Japon et l'Australie mais elle ne veut pas que le Quad se transforme en une alliance militaire et, pour l'éviter, les diplomates indiens ont lancé des initiatives, notamment dans le domaine de la coopération médicale, destinées à « polluer » le Quad.

Enfin, la Chine n'est pas l'ennemi de l'Inde. Bien qu'il y ait des désaccords profonds systémiques et des conflits territoriaux dans l'Himalaya, les deux gouvernements veillent à avoir un niveau de relations convenables. Le Premier ministre indien et le président chinois se rencontrent très régulièrement et ont imaginé des coopérations dans divers domaines. ■

Notes de François Toussaint. Photo : François Laurent-Atthalin

Quelles conclusions peut-on tirer de la COP27 ?

Après la COP 26 qui s'est tenue à Glasgow et qui avait été annoncée comme « le dernier meilleur espoir pour le monde de travailler ensemble » selon l'expression de John Kerry, envoyé présidentiel spécial pour le climat de l'administration Biden, la COP 27 a été hébergée par l'Égypte à Sharm El-Sheikh du 6 au 20 novembre dernier. Quelles conclusions peut-on en tirer ?

Accords financiers

Depuis une bonne dizaine d'années, les pays en développement, qui sont majoritaires en nombre dans les COP, cherchent en priorité à obtenir des financements pour les dommages que peuvent provoquer les changements climatiques. La COP a entériné un accord sur ces financements, et c'est sans doute le principal résultat de cette COP 27. Plus précisément, en plus du fonds de 100 milliards de dollars par an dont on parle depuis Copenhague (COP 15 en 2009) qui a été une nouvelle fois rappelé, l'accord porte sur un fonds spécifique pour financer les pertes et préjudices dus aux catastrophes naturelles affectant les pays les plus vulnérables.

Bien sûr aucun engagement de payer n'a été pris et on n'a pu que constater qu'on est loin du compte des 100 milliards de dollars annuels qui devaient être atteints en 2020. Aussi un « comité de transition » a été créé pour faire des recommandations en vue de rendre enfin opérationnels ces mécanismes de financement, avec un rapport à présenter à la COP 28 dans un an.

Actions sur le climat

À côté de cela, la question climatique paraît presque secondaire. Il a été simplement rappelé l'objectif répété depuis la COP de Paris de limiter à 1,5°C la hausse de la température mondiale par rapport aux niveaux préindustriels. Précisons que cette température mondiale est calculée selon une méthode contestable et qu'elle n'a guère de sens pratique, car les évolutions passées du climat montrent toujours des variations plus fortes vers les pôles que vers les régions équatoriales, avec plusieurs degrés d'écart. Pour atteindre cet objectif il est dit qu'il faut réduire les gaz à effet de serre (avec un effort particulier à faire sur le méthane) et aussi qu'il faut s'adapter aux conséquences des changements climatiques (ce qui est devenu le principal axe de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat, GIEC). Il faut notamment établir pour 2030 le « programme d'adaptation de Sharm el-Cheikh » pour les communautés les plus vulnérables. Il faut aussi transformer le système financier mondial pour l'orienter vers une économie à faible émission de carbone (bref, du charabia diplomatique dont il reste à trouver une traduction pratique).

Les Émirats arabes unis vont gérer un premier inventaire mondial des actions sur le climat à tous les niveaux, nationaux, régionaux et locaux. Cela permettra de faire le point sur la mise en œuvre de l'accord de Paris, ce qui aurait dû être fait en 2020 mais a été bousculé par le Covid.

G7 et réunions des chefs d'État

En parallèle à la COP s'est tenu, en plus du G7, un sommet des leaders mondiaux (avec notamment les présidents Biden et Macron) pour trouver des solutions à la sécurité alimentaire et à la transition juste, avec les financements, les ressources et les outils nécessaires. Là aussi le travail reste à faire.

Des actions variées

Une série d'actions ciblées a été définie. Un programme de travail quinquennal pour promouvoir des solutions technologiques climatiques dans les pays en développement a ainsi été lancé. L'accent a été mis sur les travaux pour l'atténuation avec un programme à horizon 2030 visant à réduire l'usage du charbon et à supprimer les subventions accordées aux combustibles fossiles (existant surtout dans les pays en développement).



Un premier bilan mondial des ambitions climatiques doit être fait pour la COP 28.
Un ensemble de 25 actions de collaboration entre divers pays a été lancé dans les domaines de l'électricité, le transport routier, l'acier, l'hydrogène et l'agriculture.
L'ONU a annoncé un plan de 3,1 milliards sur 5 ans pour étendre sur le monde entier les systèmes d'alerte précoce qui ont été entamés il y a près de 20 ans.
Un nouveau partenariat indonésien pour une transition énergétique juste a été annoncé au G20 qui s'est aussi tenu parallèlement à la COP, avec 20 milliards de dollars sur 5 ans.
Un partenariat des leaders sur les forêts et le climat a été lancé visant à unir les actions des gouvernements, des entreprises et des communautés locales pour éviter la dégradation des terres d'ici à 2030.

Diversité des participants

Le communiqué officiel de l'ONU dit que 45 000 participants se sont réunis à l'occasion de cette COP avec une forte implication de la société civile, des ONG et des jeunes. Ils ont insisté sur les actions locales, avec un plan d'action quinquennal d'autonomisation climatique et un plan d'action pour l'égalité des sexes. Les jeunes ont fait de nombreuses propositions que l'ONU n'explique pas. Comme l'a dit le président égyptien en conclusion de cette COP, le monde multilatéral est engagé dans la lutte contre les changements climatiques, malgré de grandes divergences de vues et d'ambitions.

Commentaires personnels

Je suis frappé par la priorité que prennent les objectifs financiers en faveur des pays en développement, les seuls payeurs sollicités étant évidemment les pays développés occidentaux. On comprend mieux les réticences des États-Unis qui devraient être les principaux contributeurs, mais qui ne veulent pas financer sans contrôle de ces fonds qui pourraient aussi servir aux acquisitions de luxe des dirigeants des pays pauvres. Et comment faire un contrôle sur l'emploi de ces fonds sans paraître néo-colonialistes ?

J'observe cependant qu'aucun engagement ferme n'est pris dans ces COP répétées. Le seul protocole contraignant est celui de la COP 3 à Kyoto signé en 1997 et ratifié en 2002, mais sans la Chine, les États-Unis et le Canada. De fait, il n'a pas été vraiment appliqué.

Les accords de Paris de la COP 21 ne sont pas non plus contraignants, car chaque pays a déclaré ses objectifs pour 2030. L'ensemble conduisait à un réchauffement de plus de 3,5°C selon les modélisations fondées sur les teneurs en CO². En effet, l'Inde et la Chine ne cachaient pas que leur développement nécessitait de doubler d'ici à 2030 leurs centrales à charbon, le seul combustible national important dans ces deux pays.

Cependant, il y a toujours de fortes divergences chez les scientifiques, y compris au sein du GIEC, sur le rôle effectif du CO² d'origine humaine : est-il un facteur plus ou moins important des variations climatiques, ou la teneur du CO² dans l'air est-elle simplement liée à la température des océans ? C'est sans doute pourquoi le GIEC et les COP insistent plus sur les travaux pour s'adapter à ces variations et en atténuer les effets, qui peuvent d'ailleurs être bénéfiques dans certaines régions du globe.

On ne peut que constater que ces débats et ces résolutions sont souvent théoriques ou creux, et n'aboutissent pas assez à des actions concrètes. Il y a même un vocabulaire obscur ou diplomatique quelquefois. Autrement dit les COP peuvent continuer longtemps encore à parlementer sans aboutir à de vraies solutions.

Mais il faudrait en contenir le volume. Il y avait 45 000 participants de tous bords ! Quel gaspillage, est-ce cela la sobriété énergétique et environnementale souhaitable ?

Bref, que les COP deviennent des réunions plus denses, plus réalistes, et moins coûteuses.

Robert Diethrich

Rien ne va plus entre la France et l'Allemagne...



Les Français ne tarissent pas de griefs à l'encontre d'une Allemagne qui a l'impertinence de bouder les Rafale ou autres Eurofighters. Cette Allemagne qui affiche l'ambition d'une Europe fédérale et élargie, cette Allemagne qui écrase l'Union européenne de sa prospérité économique et qui répugne à la solidarité financière entre ses États membres, cette Allemagne pour laquelle la défense Européenne doit être plus Atlantique que strictement Européenne, cette Allemagne qui a foutu le bazar en Europe en établissant des liens inconsidérés de dépendance énergétique avec l'ours russe, cette Allemagne qui refuse aveuglément de voir que l'énergie nucléaire est bonne pour la planète, cette Allemagne enfin dont l'ambition dépasse désormais celle dont la France croyait détenir le monopole... Certains iraient même jusqu'à dire que l'Europe devient chaque jour plus allemande : à leurs yeux, nous en sommes presque à remplacer le confit de canard et le foie gras par la soupe aux pois cassés et les knödel...

L'heure serait donc grave, et ces franchouillards y voient les signes inquiétants d'une renaissance de l'impérialisme allemand. Et sans aller jusque-là, il est vrai que l'on peut se poser la question de l'avenir du couple mythique que beaucoup estiment être le moteur de l'Europe : est-ce la crise de la cinquantaine ou le divorce annoncé ?



Eh bien, pour ma part, je ne crois pas à l'irréparable ! En effet, si le lit du Rhin se creuse de plus en plus, ce n'est pas que les sommets de la Forêt Noire aient l'ambition de rivaliser avec le Mont-Blanc, c'est que les Vosges s'affaissent mollement dans les rayons du soleil couchant. Mais il y a remède à cela, car les raisons de cette fracture se situent beaucoup plus à l'Ouest du Rhin qu'à l'Est : que la France flemmarde et paresseuse se réveille et se remette au travail, que le pays de Descartes et de Pascal

retrouve sa tradition scientifique et mathématique, que ces hauts-lieux de l'assistanat soient enfin l'objet des réformes systémiques si souvent évoquées et toujours repoussées, que le coq Gaulois ne soit plus poule mouillée et qu'au lieu de paniquer sur la rive gauche du Rhin de peur de se noyer, il regarde la rive droite avec l'envie de reconstruire ensemble le pont de Kehl.... Et alors l'Europe retrouvera son moteur !

En tous cas, c'est mon avis. Peut-être le partagez-vous ... ? ■

Jacques Favin-Lévêque

CONSEILS DE LECTURE

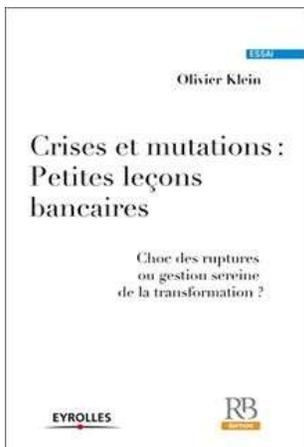


Grand-père, c'est quoi l'Europe ?

Jacques Favin-Lévêque, éditions société des écrivains, 2021.

Au-delà de l'interrogation de ses petits-enfants, Jacques Favin Lévêque répond aux jeunes et aux moins jeunes. Il évoque les multiples défis du 21^{ème} siècle et leur délivre un message de confiance et d'espoir pour parachever la construction européenne.

« L'Europe, c'est ce continent qui commence là où, poussées par les grandes marées, déferlent les dernières vagues de l'océan Atlantique et qui se prolonge vers l'est sans vraiment savoir où il doit s'arrêter... Laisant la Russie, la Turquie ou le Proche et Moyen-Orient dans l'embarras quant à leur appartenance continentale ! Mais l'Europe, c'est d'abord le terroir où s'est épanoui dans les premiers siècles de notre ère l'héritage des grandes civilisations de l'Antiquité, qu'il s'agisse de la Grèce de Périclès ou de l'Empire des Césars, et c'est sur son sol que naquit alors et se développa la civilisation qui caractérise encore notre société contemporaine... ».



Crise et mutations : petites leçons bancaires

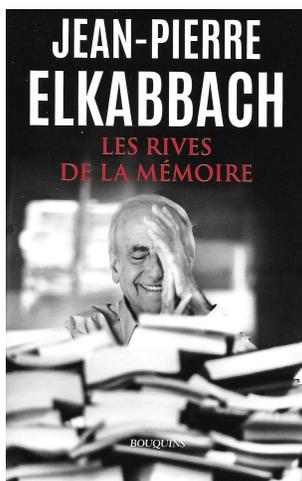
Choc des ruptures ou gestion sereine de la transformation ?

Olivier Klein, éditions Eyrolles, 2022.

« L'auteur, qui a passé l'intégralité de sa carrière dans la banque, essentiellement dans des groupes mutualistes, prêche évidemment pour sa paroisse, quand il dénonce le discours ambiant sur la disruption, « ce néologisme appliqué bientôt à toutes les situations mal maîtrisées ».

Mais son analyse sur la lente - mais nécessaire - transformation du secteur n'en est pas moins intéressante. Elle permet de mieux comprendre la façon dont les grandes banques, qui ont vu leur image s'améliorer avec la crise Covid, tentent de s'adapter, à leur rythme, aux nouvelles attentes de la société et de leurs clients ». Journal *Les Échos*, 27 mars 2022.

Olivier Klein est directeur général de la Bred et président de la LECE.



Les rives de la mémoire

Jean-Pierre Elkabbach, Bouquins Éditions, 2022.

« J'ai grandi à Oran, une ville inondée de soleil, que j'ai plus tard appris à aimer. Adolescent, je ne rêvais que d'en partir. Quitter cette Algérie française sans horizon. Vivre à Paris. Voyager. Le journalisme, où je m'engageai par hasard, fut un moyen inespéré d'assouvir ma curiosité. »

« J'ai été témoin, parfois acteur, des bouleversements vertigineux qu'ont connus la France et le monde. Combat pour l'émancipation des femmes, prémices de l'écologie révolutions technologiques. »

« J'ai interrogé des écrivains, des artistes, de grands dirigeants français et étrangers. Je les ai vus dans le doute, le désarroi, toujours dans la solitude du pouvoir et de la création. J'ai admiré leur courage et senti leur obsession de laisser une trace. Ces rives de la mémoire sont aussi peuplées de celles et ceux qui ont le plus compté pour moi tout au long de ce périple. »

Observatoire des médias étrangers n°184, novembre 2022

La monnaie numérique permettra-t-elle de ne plus avoir d'espèces sur soi et de payer toute chose grâce à son smartphone... ou sa montre ? Les banques centrales se penchent sur ce sujet. Elles appellent cela une « évolution »... mais pour qui ? Pour la BCE, l'objectif est de parvenir à une solution concrète en 2024. En Allemagne, devant le blocage probablement définitif du gazoduc North Stream, les Allemands doivent prévenir au plus vite le risque énergétique. Pourquoi pas des éoliennes loin des côtes, donc moins visibles et bénéficiant de vents plus réguliers et forts ? Mais le raccordement pose un problème suffisant pour ne pas négliger la filière hydrogène vert produit par électrolyse.

Du côté de l'Italie, la nouvelle présidente du conseil, Giorgia Meloni, ménage ses partenaires de la Lega et de Forza Italia mais impose ses choix. On se partage les sièges ministériels avec plus ou moins de tiraillements. Pendant ce temps, le flux migratoire enflé, mais l'Italie ne peut pas être le pays d'accueil de tous les migrants africains. C'est un problème européen, et il devient crucial.

Les chefs de gouvernement espagnol et portugais se sont félicités des succès obtenus au plan européen grâce à leurs efforts conjoints mais ils ont du mal à trouver un accord pour relier leur capitale par une liaison ferroviaire à grande vitesse. Avec Paris, un accord prend forme pour la construction d'un gazoduc sous-marin. En Angleterre, la Première ministre anglaise Liz Truss a battu un record en servant deux souverains en 45 jours de mandat ! Son successeur Rishi Sunak doit d'urgence mettre en place un programme économique permettant de maîtriser la variation des taux d'hypothèque, d'augmenter les impôts et de diminuer les dépenses. La banque d'Angleterre alerte sur un risque fort de récession jusqu'en 2023.

Aux élections de mi-mandat aux États-Unis, les démocrates ont résisté à la vague *trumpiste*, mais la chambre des représentants a basculé dans l'escarcelle républicaine. Ce résultat est rassurant surtout pour les Ukrainiens mais les républicains vont entraver l'action de Biden. Les élections présidentielles au Brésil sont également rassurantes, puisque Lula l'a emporté - d'une courte tête - et que le pays va pouvoir ainsi retrouver sa place sur la scène internationale.

Xi Jinping, au 20^{ème} Congrès national du Parti communiste chinois a conforté sa position et sa présence au pouvoir pendant des années, voire des décennies. Mais sa charge sera lourde pour maintenir la croissance et maîtriser le chômage, d'autant que la contestation s'exprime non seulement dans la rue mais aussi au sein du Parti.

Le Moyen-Orient l'a redit, la guerre en Ukraine n'est pas la sienne, et les pétromonarchies veulent préserver leurs alliances en ne prenant pas position dans le conflit et en diversifiant leurs partenariats stratégiques et économiques en se tournant vers l'Asie. En Iran, la contestation s'intensifie et les arrestations se poursuivent. La répression des manifestations à l'échelle nationale depuis la mort de Mahsa Amini a tué au moins 304 personnes, dont 41 enfants et 24 femmes, selon le groupe Iran Human Rights.

L'Afrique se distingue ce mois-ci par le poids qu'elle a su donner en unissant lors de la COP 27 en Égypte les pays pauvres pour lesquels l'objectif d'aide de 100 milliards de dollars par an, fixé lors de la COP 21, n'a jamais été tenu. Mais des engagements plus fermes ont été pris et l'objectif pourrait être abonder afin de maîtriser le risque alimentaire. ■

François Laurent-Atthalin